

SERVICES PUBLICS ET EDUCATION : AUCUNE CONCESSION !

GREVE LE 31 JANVIER 2013

Nous nous y attendions, c'est désormais une évidence : la politique du gouvernement «socialiste» n'est pas celle que les personnels et les parents d'élèves attendaient pour leur école.

Des recrutements d'enseignants sont évoqués en grande pompe alors que l'annonce des prochains budgets nous montre bien que l'heure est à l'austérité. Dans nos établissements, les moyens sont toujours bien en dessous de l'ambition éducative des collègues et la précarité s'aggrave : contrats à durée déterminée (enseignants contractuels, AED, AVS, AP, APS...), vacations, contrats de droit privés (EVS, personnels administratifs), non remplacements de professeurs et exploitation étudiante pour subvenir au manque de personnels enseignants... Alors que de nombreux collectifs de précaires de l'Éducation se sont battus contre le recours aux CAE/CUI, Peillon en impose une nouvelle version : les EAP (Emplois Avenir Professeur) ! Et bien sûr pas un mot concernant les RASED afin de persister dans cette politique de précarisation et de casse du service public.

Visiblement, ceux-ci ne reviendront pas non plus sur les politiques sécuritaires et anti pédagogiques de leurs homologues de la droite : le fichage des élèves pourtant maintes fois dénoncé par les luttes de la base n'est pas remis en question. Le livret de compétences, le socle commun, les évaluations, et autres contre-réformes décriées par les personnels à plusieurs reprises ces dernières années se pérennisent également.

Côté nouveautés, le PS n'a rien trouvé de mieux que de brandir le recrutement de 500 Assistants de Prévention et Sécurité (APS) (recrutés à bac +2 avec

un salaire de misère) afin de s'inscrire dans la stratégie sécuritaire de ses prédécesseurs : stigmatisant certains établissements et tentant de déliter et précariser les actions éducatives des personnels de vie scolaire. Pourtant, nous, personnels, n'avons eu de cesse que de réclamer la titularisation des précaires et le recrutement massifs de personnels éducatifs.

Et que dire de la réforme des rythmes scolaires, qui ne pose aucunement la question des rythmes d'apprentissage et des rythmes de vie des enfants . On le voit bien, leurs concertations ignorent les revendications qui sont celles des travailleurs de l'éducation et des parents.



Les collègues sont tenus éloignés des vrais problématiques de l'éducation par l'opacité des concertations entre gouvernement et directions syndicales réformistes. Cette «refondation» discutée dans les salons républicains n'est pas la notre et ce qui en émane aujourd'hui fait insulte aux revendications des collègues. Nous le

réaffirmons, nos positions se construisent dans les assemblées générales et ce n'est qu'en luttant que nous ferons changer les choses.

Ainsi le syndicat SSE de la CNT 31 se mobilisera le 31 janvier prochain. Si nous appelons les travailleurs et travailleuses à faire grève contre les attaques faites au service public, face à l'ensemble des politiques d'austérité, contre la réforme des rythmes scolaires et la réforme Peillon, pour la titularisation de tous les précaires et pour des embauches massives à la hauteur de nos besoins, nous soutiendrons toutes les initiatives locales de personnels pour défendre des revendications qui sont les leurs, entamer une réflexion quant au rôle et aux objectifs du système éducatif, et les appelons à se réunir en assemblées générales souveraines. Afin de faire de cette journée de grève, un point de départ et non une mobilisation symbolique.

Manifestation à 11h Place du Capitole
Rassemblement à 12h devant la préfecture
Assemblée Générale Éducation à 15h,
à la Bourse du travail

